

Visite

du

**Premier ministre
Brian Mulroney**

en

République fédérale d'Allemagne

Du 13 au 16 juin 1991

Visite

du

**Premier ministre
Brian Mulroney**

en

République fédérale d'Allemagne

Du 13 au 16 juin 1991

43.260-Y41



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*

Table des matières

Le Chancelier Helmut Kohl	1
Le ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier Hans-Dietrich Genscher	3
Le Premier ministre Brian Mulroney	5
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	7
Les relations entre le Canada et la RFA	9
Les relations commerciales entre le Canada et la RFA	10
Les investissements directs entre le Canada et la RFA	14
Le Canada et la RFA : partenaires pour la paix	15
La situation politique en RFA	17
L'économie de la RFA	18
La politique étrangère de la RFA	19
Accords en matière de science et de technologie entre le Canada et la RFA	20
Les relations culturelles entre le Canada et la RFA	21
Les échanges universitaires entre le Canada et la RFA	22
Fiche documentaire sur la République fédérale d'Allemagne (RFA)	24

Le Chancelier Helmut Kohl

M. Kohl est né le 3 avril 1930 à Ludwigshafen. Il fait des études de droit, de sociologie, de sciences politiques et d'histoire aux universités de Francfort et de Heidelberg. Il obtient son doctorat en 1958.

M. Kohl entre à l'Union démocrate-chrétienne (CDU) en 1947 et devient, en 1955, membre de l'exécutif de son parti en Rhénanie-Palatinat, son État natal. Élu en 1959 au Parlement de cet État, il occupe les fonctions de ministre-président (premier ministre) de 1969 à 1976.

En 1976, il est élu au Bundestag (Chambre basse fédérale) à Bonn. La même année, il est candidat de son parti à la chancellerie et devient président du caucus des députés du CDU au Bundestag.

M. Kohl devient chancelier en octobre 1982. Le gouvernement de coalition de centre-droite qu'il dirige, composé de l'Union démocrate-chrétienne (CDU), de l'Union sociale-chrétienne (CSU) et du Parti libéral (FDP), a été reporté au pouvoir pour la troisième fois de suite en décembre 1990.

M. Kohl et sa femme Hannelore ont deux fils.





**Le ministre des Affaires étrangères
et vice-chancelier
Hans-Dietrich Genscher**

M. Hans-Dietrich Genscher est né en 1927, et il a fait des études en droit et en économie. Il fuit l'Allemagne de l'Est en 1952 pour gagner la République fédérale. Il entre alors au Parti libéral (FDP), membre de la coalition actuellement au pouvoir en RFA.

Nommé ministre de l'Intérieur en 1969, M. Genscher lutte activement contre le terrorisme et intervient directement dans la prise d'otages israéliens pendant les Jeux olympiques de Munich, en 1972.

M. Genscher est ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier depuis 1974. Il joue depuis plusieurs années un rôle de premier plan dans les relations Est-Ouest, et il a été l'un des maîtres d'oeuvre de l'unification de l'Allemagne.

M. Genscher est marié et père d'un enfant.





Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



**La secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Barbara McDougall**

M^{me} Barbara McDougall est née à Toronto en 1937 et elle a obtenu un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto. Elle est analyste financière agréée.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Elle a ensuite été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans les journaux et à la télévision. De 1964 à 1974, M^{me} McDougall a été analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers, à Vancouver.

De 1974 à 1976, elle a exercé les fonctions de gestionnaire de placements et, de 1976 à 1981, elle a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, M^{me} McDougall a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers et consultante en matière de finances et d'affaires gouvernementales.

M^{me} McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

Elle a été nommée ministre d'État aux Finances en septembre 1984 et en juin 1986, ministre d'État à la Privatisation et ministre responsable de la Condition féminine; en août de la même année, elle accédait au poste de ministre responsable des Affaires réglementaires.

En mars 1988, M^{me} McDougall a été nommée ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle a occupé cette fonction jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



M^{me} McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes donnant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été conseillère bénévole à la prison provinciale des femmes de Oakhalla et vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



Les relations entre le Canada et la RFA

Les relations entre le Canada et la RFA sont en plein essor sur plusieurs plans.

Les deux pays appartiennent au G-7 (Groupe des sept pays les plus industrialisés). La RFA est notre troisième source étrangère d'investissements directs (après les États-Unis et le Royaume-Uni), notre quatrième grand partenaire commercial (après les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni) et notre plus important partenaire d'Europe occidentale en matière de science et de technologie.

Par ailleurs, la RFA compte parmi nos principaux alliés au chapitre de la défense. Sous l'égide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), nos deux pays ont tissé des liens très étroits grâce à la présence des Forces canadiennes en RFA et à l'entraînement de membres des armées de terre et de l'air allemandes au Canada.

Le Canada souhaite développer ses contacts bilatéraux avec la RFA qui joue un rôle central dans l'intégration européenne. À cette fin, nous avons augmenté les visites de haut niveau tant à l'échelon fédéral que provincial et multiplié les missions commerciales et les échanges entre parlements, tout en renforçant nos liens institutionnels et nos activités de coopération technique.

Selon les statistiques de la RFA, nos échanges commerciaux ont pris un incroyable essor durant la dernière décennie pour atteindre le chiffre de 9,2 milliards DM (6,7 milliards \$). Le surplus commercial dont a toujours joui la RFA par le passé s'est amoindri considérablement ces dernières années.

Les secteurs les plus prometteurs qui se prêtent à un accroissement des activités de coopération et de développement bilatérales sont l'environnement, la technologie de pointe, les industries de fabrication, sans oublier les investissements et les possibilités commerciales qu'offrent l'unification allemande et les nouveaux marchés de l'Europe de l'Est.

Les Canadiens d'origine allemande étaient au nombre de 1,1 million au recensement de 1981. En tant que troisième groupe ethnique du Canada, ils ajoutent une dimension culturelle aux échanges entre les deux pays.

Les relations commerciales entre le Canada et la RFA

La République fédérale d'Allemagne est le plus grand pays exportateur au monde, et elle vient au second rang pour le volume de ses importations. La RFA constitue le quatrième grand marché d'exportation du Canada après les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni; environ 2 p. 100 des échanges commerciaux du Canada se font avec la RFA.

Une analyse des échanges bilatéraux et des exportations canadiennes vers la RFA permet de faire les constatations suivantes :

- Les exportations canadiennes vers la RFA ont augmenté de façon significative ces dernières années.
- Les matières premières et les produits semi-finis constituent toujours le plus gros des exportations canadiennes, avec la pâte à papier de loin en tête.
- Cependant, la proportion de produits finis augmente constamment et représente actuellement 28 p. 100 du total. Les exportations de technologie de pointe et de matériel militaire ont atteint un niveau des plus encourageants, grâce à d'importantes ventes réalisées récemment dans le domaine du matériel électrique lourd, des ordinateurs, des avions et des simulateurs de vol.

- Les barrières au commerce imposées par la Politique agricole commune de la Communauté européenne empêchent la vente en gros de la plupart de nos produits agricoles. Toutefois, il existe quelques grands marchés spécialisés, notamment pour les produits de la pêche et le miel (environ 20 p. 100 des exportations de miel canadien sont destinées à la RFA).

L'unification allemande (qui augmentera les besoins de l'Allemagne en ce qui concerne les importations), la création en 1992 d'un Marché européen unique et la croissance dynamique et soutenue de l'économie allemande font de la RFA l'un des marchés d'exportation les plus prometteurs pour le Canada.

Récents succès

- En mai 1990, Canadair de Saint-Laurent (Québec) a vendu 13 Jets Régionaux à une filiale de Lufthansa, DLT GmbH. Le contrat est évalué à 287 millions \$. DLT GmbH a une option d'achat de 12 avions supplémentaires.
- En janvier 1991, CAE Electronics GmbH, filiale allemande de CAE Electronics Ltée de Saint-Laurent (Québec), a conclu, avec Lufthansa Commercial Holding et Deutsche Airbus, une entente de co-participation à l'établissement, à Berlin, d'un centre de recherche et de formation sur les simulateurs de vol. En vertu de cette entente, l'usine de Saint-Laurent fournira à ce centre un simulateur de vol pour Airbus A-340 d'une valeur d'environ 40 millions \$.

TABLEAU 1

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA ET LA RFA (OUEST)

	1988	1989	1990
Statistiques de la RFA (en milliards DM)			
Exportations canadiennes en RFA	3,6	4,3	4,5
Exportations de la RFA au Canada	4,8	5,1	4,7
Statistiques canadiennes (en milliards DM)			
Exportations canadiennes en RFA	1,7	1,8	2,1
Exportations de la RFA au Canada	3,8	3,7	3,8

ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE CANADA ET LA RFA (EST)

	1988	1989	1990
Statistiques de la RFA (en milliards DM)			
Exportations canadiennes en RDA	0,05	0,12	0,05
Exportations de la RDA au Canada	0,05	0,04	0,03
Statistiques canadiennes (en milliards \$)			
Exportations canadiennes en RDA	0,06	0,1	0,03
Exportations de la RDA au Canada	0,05	0,04	0,02

Sources : Bureau de statistique de la RFA et Statistique Canada.

Note : Les statistiques de la RFA sont plus complètes parce qu'elles incluent les exportations canadiennes transitant par d'autres pays.

TABLEAU 2

Valeur des exportations canadiennes en RFA selon la catégorie de produits

	1988	1989 (en millions de DM)	1990
Produits agricoles et de la pêche	168	159	169
Poisson	57	49	51
Matières premières	688	837	786
Minerai de fer	179	245	326
Zinc	152	243	195
Produits semi-finis	1 613	1 960	1 869
Pâte à papier	959	1 245	1 055
Bois d'oeuvre	108	99	129
Cuivre	68	116	88
Aluminium	98	103	71
Nickel	103	120	70
Produits primaires	318	335	343
Papier, carton	184	174	196
Produits finis	753	991	1 262
Aéronefs	107	203	342
Produits électriques et électroniques	168	203	195
Véhicules automobiles et pièces	52	80	71
Autres produits	86	72	80
Total	3 626	4 354	4 509

Source : Bureau de la statistique de la RFA.

Note : Le total de chaque colonne inclut seulement les nombres imprimés en caractères gras. Les articles en retrait ne sont qu'un échantillon du genre de produits compris dans chaque catégorie.

TABLEAU 3

Commerce des provinces canadiennes avec la RFA en 1990

	Importations	Exportations
	(en milliers de dollars)	
Terre-Neuve	11 101	40 858
Île-du-Prince-Édouard	914	2 313
Nouvelle-Écosse	714 085	53 511
Nouveau-Brunswick	33 281	128 240
Québec	920 115	509 921
Ontario	1 694 082	792 654
Manitoba	44 969	27 397
Saskatchewan	57 215	14 685
Alberta	94 568	31 324
Colombie-Britannique	261 342	511 799
Total	3 831 714 *	2 197 171 *

Source : Statistique Canada.

* Les totaux comprennent le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest; ils sont arrondis.

Les investissements directs entre le Canada et la RFA

Investissements directs de la RFA à l'étranger

Selon le ministère de l'Économie de la RFA, les transferts nets d'investissements directs de la RFA à l'étranger totalisaient, en 1989, 20,1 milliards DM, soit une hausse de 11,3 p. 100 par rapport aux 17,9 milliards DM en 1988. Les investissements directs de la RFA au Canada en 1989 totalisaient 809 millions DM. En 1988, ils étaient de 411 millions DM. Le Canada a donc pu se hisser du dixième au huitième rang des pays destinataires des investissements de la RFA à l'étranger.

Toutefois, pendant les six premiers mois de 1990, les investissements directs de la RFA en Amérique du Nord n'ont été que de 544 millions DM, alors qu'ils se chiffraient à 2,02 milliards DM durant la même période en 1989. La part du Canada est tombée à 192 millions DM, contre 664 millions l'année précédente. Ce changement important s'explique par le fait que la RFA investit dans la reconstruction de l'Allemagne de l'Est, c'est-à-dire les cinq nouveaux états de l'Est.

Investissements directs importants de pays étrangers en RFA

En 1989, les transferts nets d'investissements directs étrangers en RFA ont triplé, s'élevant à 6 124 milliards DM, par rapport à 2 233 milliards DM en 1988. Les chiffres indiquent que pour 1989, le Canada occupe le neuvième rang parmi ces pays, avec 50 millions DM.

Exemples récents d'investissements directs importants de la RFA au Canada

- La Société VAW (Vereinigte Aluminium Werke) de Bonn figure à la tête d'un consortium international qui a signé, en 1989, un contrat de construction d'une fonderie d'aluminium, d'une valeur de 1,6 milliard \$, à Sept-îles au Québec. La participation allemande à ce projet s'élève à 350 millions \$.
- En 1990, Bayer AG (Leverkusen, RFA) a fait l'acquisition de Polysar Rubber, filiale de Nova Corporation (Calgary) au coût de 1,25 milliard \$. La société concentrera au Canada ses activités nord-américaines dans le secteur du caoutchouc et envisage d'investir 120 millions \$ pendant les trois prochaines années pour moderniser l'usine de traitement de caoutchouc de Sarnia en Ontario.

Le Canada et la RFA : partenaires pour la paix

Le climat de coopération qui règne entre le Canada et la RFA dans le domaine crucial de la défense montre bien à quel point les rapports entre les deux pays sont étroits, tant sur le plan politique que sur les plans économique et social. Au cours des quatre dernières décennies, la coopération en matière de défense s'est constamment accrue, que ce soit dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ou au niveau des relations bilatérales.

Des milliers de membres des Forces armées canadiennes et de la RFA se rendent régulièrement d'un pays à l'autre, que ce soit pour des missions d'entraînement au Canada ou des missions opérationnelles en Allemagne. La coopération industrielle en matière de défense (41,3 milliards \$ répartis sur 25 ans) est, elle aussi, en pleine expansion. Chaque année, le Canada et la RFA envoient, à tour de rôle, une délégation formée de membres des secteurs public et privé, qui a pour mission d'évaluer les possibilités commerciales du pays hôte en matière de défense ainsi que les possibilités d'investissement dans ce domaine.

À titre d'exemple récent de coopération, mentionnons qu'en novembre 1990, l'armée de la RFA a accepté le système canadien de reconnaissance aérienne CL-289.

En outre, la présence des Forces canadiennes en RFA et les programmes d'entraînement des armées de terre et de l'air ouest-allemandes au Canada ont favorisé le secteur industriel de la défense des deux pays. Par exemple, les Forces canadiennes ont acheté en RFA des chars de combat Leopard, des camions, des véhicules blindés de dépannage, de l'équipement de pontage et d'importantes quantités d'approvisionnements.

La position canadienne

Le Canada reconnaît qu'il est indispensable de veiller à la liberté et à la sécurité de l'Europe occidentale, car sa propre sécurité et la stabilité internationale en dépendent. Par conséquent, il continue d'envoyer en RFA des troupes de ses armées de terre et de l'air, qui s'y tiennent prêtes au combat, conformément aux engagements pris par le Canada dans le cadre de l'OTAN.

Des troupes canadiennes sont stationnées en Allemagne depuis 1951. La principale composante des forces au sol est le 4^e Groupe-brigade mécanisé du Canada (avancé) et des éléments des troupes de la 1^{re} Division du Canada qui sont stationnés à Lahr et à Baden-Soelingen. Les forces canadiennes au sol en RFA seraient également renforcées en temps de crise par une brigade supplémentaire basée au Canada. L'ensemble de ces troupes constitue la 1^{re} Division de l'Armée de terre du Canada.

La composante aviation est la 1^{re} Division aérienne du Canada, basée à Baden-Soelingen; elle a été constituée au cours de l'été 1988. Cette division comprend deux escadrons d'avions CF-18 basés en RFA et deux escadrons de CF-18 d'action rapide basés au Canada. Au cours du récent conflit, l'escadron 409 s'est rendu dans le golfe Persique à partir de Baden-Soelingen.

Au total, les Forces canadiennes en RFA sont constituées d'environ 8 000 militaires, auxquels s'ajoutent les personnes à leur charge et des employés civils, au nombre d'environ 12 500.

La position de la RFA

La RFA reste fermement persuadée que l'OTAN est un facteur essentiel de stabilisation en Europe. Les programmes d'entraînement au Canada des Forces armées allemandes sont à la hauteur de l'engagement du Canada envers la RFA. Un accord bilatéral permet aux Forces aériennes de la RFA de s'entraîner à des manoeuvres de vol à basse altitude à Goose Bay au Labrador; jusqu'à 25 aéronefs tactiques et quelque 400 militaires des Forces aériennes peuvent utiliser les installations de Goose Bay.

Ce programme d'entraînement, également utilisé par les Forces aériennes de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas, est assujéti à un rigoureux contrôle environnemental. Il donne une grande impulsion à l'économie locale. Les Forces aériennes de la RFA voient dans ce programme une occasion d'entraînement exceptionnelle impossible à réaliser à cette échelle en Europe occidentale.

La RFA dirige, à la Base des Forces canadiennes (BFC) Shilo au Manitoba, un programme d'entraînement encore plus étendu que celui des vols à basse altitude. L'entraînement a lieu chaque année entre mai et octobre avec des véhicules de combat d'infanterie et des chars Leopard II. Il peut y avoir jusqu'à 700 soldats à un moment donné, soit un total d'environ 6 000 militaires par année. Depuis 1974, plus de 70 000 soldats de la RFA ont reçu un entraînement à la BFC Shilo.

La situation politique en RFA

Le gouvernement de la RFA est une coalition de centre droite formée de trois partis : les deux partis d'union chrétienne – l'Union démocrate-chrétienne (CDU) du chancelier Helmut Kohl, et l'Union sociale-chrétienne (CSU), parti bavarois dirigé par M. Theo Waigel – sont coalisés avec le Parti libéral (FDP), parti du ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher, dirigé par le D^r Otto Graf Lambsdorff.

Lors de la première élection tenue dans l'Allemagne unifiée le 2 décembre 1990, la coalition a été réélue pour un troisième mandat consécutif, remportant ainsi une victoire décisive sur les sociaux-démocrates (SPD). Par la suite, le SPD a élu un nouveau président de parti, M. Bjoern Engholm, ministre-président (premier ministre) du Schleswig-Holstein. La victoire a particulièrement avantaagé le FDP qui en a retiré une plus grande influence dans la coalition.

Le programme politique allemand reste dominé par l'unification. L'union monétaire, économique et sociale avec la République démocratique allemande (RDA) est entrée en vigueur le 2 juillet 1990; l'unification politique a été réalisée le 3 octobre 1990. La coalition doit maintenant réaliser l'intégration et financer le relèvement des cinq nouveaux états de l'Est, un défi administratif, social et économique considérable.

L'économie de la RFA

La RFA compte 78 millions d'habitants et elle est la locomotive économique de l'Europe. Après les États-Unis et le Japon, elle est la plus grande puissance économique au monde. En 1990, son produit national brut (PNB) frisait les 2 billions \$. Par comparaison, celui du Canada était de 660 milliards \$.

La vague de prospérité économique dont jouit l'Allemagne de l'Ouest depuis 1982 a pris encore plus d'essor ces trois dernières années, le taux de croissance réel se situant à environ 4 p. 100 depuis 1988. Quant au taux d'inflation, il n'a pas dépassé les 3 p. 100. L'unification du pays a donné une nouvelle impulsion à l'activité économique en Allemagne de l'Ouest, plaçant une lourde charge sur les finances publiques, augmentant les taux d'intérêt et affaiblissant le mark allemand.

Par ailleurs, l'Allemagne de l'Est, qui représente un quart de la population et un dixième du PNB de l'Allemagne de l'Ouest, subit un bouleversement structurel par suite de l'unification. De nouveaux investissements devraient enrayer la chute rapide de la production et la hausse du chômage.

Comme le Canada, la RFA est un pays à très forte vocation commerciale, ses exportations comptant pour près du quart du PNB. Premier pays exportateur du monde, il occupe le deuxième rang pour ce qui est des importations. Jusqu'à cette année, la RFA a connu un très grand surplus commercial atteignant, en moyenne 120 milliards DM dans la seconde moitié des années 80. Cependant, par suite de l'unification, les importations augmentent plus rapidement que les exportations et la RFA a subi un déficit commercial pendant les premiers mois de l'année en cours. Dans l'ensemble, les marchés allemands sont ouverts, et la politique gouvernementale favorise la libéralisation du commerce (à l'importante exception de l'agriculture).

La RFA est l'un des moteurs de l'intégration économique de l'Europe occidentale et du marché européen unique prévu pour 1992. Elle est aussi le plus important partenaire économique, à l'Ouest, de la plupart des pays de l'Europe de l'Est ou de l'Europe centrale, ainsi que de l'URSS.

La politique étrangère de la RFA

L'unification allemande est un facteur dominant de la transformation rapide de l'Europe. Les événements de la dernière année ont rehaussé le profil et le caractère dynamique de la politique étrangère allemande.

Ce dynamisme s'inscrit dans la continuité des objectifs fondamentaux de l'Allemagne :

- l'intégration économique de la Communauté européenne (CE) et la coopération politique européenne;
- la détente Est-Ouest en vertu de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE);
- l'appartenance à l'OTAN et le maintien d'un lien transatlantique solide.

L'intégration économique européenne (le Marché unique de 1992), ainsi que l'union politique et monétaire de l'Europe sont d'une importance capitale pour la RFA. Non seulement y joue-t-elle un rôle de premier plan en raison de sa puissance économique, mais elle s'avère un moteur politique dans l'ouverture de la CE à l'Europe de l'Est, à l'URSS et au monde.

La RFA est favorable à une expansion de la Communauté économique européenne (CE), notamment vers l'Autriche et l'Europe de l'Est. Son modèle économique a beaucoup contribué aux fondements de la CE et son impulsion politique apparaît maintenant comme un facteur décisif.

L'OTAN est perçue comme un facteur de stabilisation essentiel en Europe. Cependant, la RFA s'est appliquée à convaincre ses alliés de ne pas moderniser leurs armes nucléaires, ni d'en déployer de nouvelles en RFA, et de démilitariser les relations Est-Ouest. Le dialogue avec l'URSS, l'aide au mouvement de démocratisation à l'Est et l'accroissement du rôle de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) sont devenus les grandes questions de l'heure en RFA.

Ces efforts visent surtout à soutenir le processus d'unification de l'Allemagne et de l'Europe; toutefois, en agissant ainsi, la RFA rouvre ses marchés traditionnels à l'Est et en URSS et s'affirme comme puissance politique européenne.

Le Canada et la RFA ont les mêmes objectifs de politique étrangère en ce qui concerne l'Europe et la situation mondiale. Que ce soit aux Nations Unies ou au Groupe des sept pays les plus industrialisés (G-7), les deux pays partagent les mêmes vues sur le maintien de la paix, l'aide aux pays en développement et la protection de l'environnement mondial.

En tant que partenaire de la RFA à l'OTAN et à la CSCE, le Canada voit ce pays comme un atout important pour l'aider à raffermir son dialogue politique avec l'Europe. Par exemple, c'est durant la présidence de la RFA à la CEE en 1988 que s'est ébauché un mécanisme de consultation entre le Canada et la CE. Ce mécanisme a été amélioré depuis et a été inclus dans la « Déclaration sur les relations entre la CE et le Canada », en grande partie inspirée par le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Genscher, et proclamée à Rome le 22 novembre 1990.

Accord en matière de science et de technologie entre le Canada et la RFA

La RFA est l'un de nos plus importants partenaires en matière de science et de technologie. Une coopération fructueuse s'est établie depuis la signature, en 1971, de l'Accord bilatéral sur la coopération en matière de science et de technologie. Le Canada travaille de concert avec la RFA à plus de 100 projets dans des domaines aussi variés que l'agriculture, la biotechnologie, l'environnement, l'énergie, les sciences de la mer, les technologies de l'information et les transports.

La coopération prévue par l'Accord se fait par l'entremise de consultations biennales au niveau ministériel. La prochaine réunion aura lieu à Montréal en juin 1991 et elle marquera 20 ans de coopération scientifique et technologique. Les participants passeront en revue les progrès réalisés dans les divers domaines de coopération, discuteront de nouveaux projets et évalueront les perspectives de développement.

La participation prévue à cette rencontre du ministre de la Recherche et de la Technologie de la RFA, M. Heinz Riesenhuber, souligne bien l'importance que la RFA accorde à l'Accord avec le Canada.

On doit à l'Accord de nombreuses réussites scientifiques. En voici deux exemples :

- Des géologues canadiens et allemands, travaillant de concert avec l'industrie pétrolière du Canada, ont fait des recherches sur les mouvements continentaux sous l'Atlantique à bord du bateau scientifique allemand *Explora*. Cette recherche, d'un grand intérêt scientifique, permettra la mise au point de nouvelles techniques de localisation des gisements d'hydrocarbures et de minerais.

- Un échantillonneur perfectionné de pollution atmosphérique, mis au point au Canada pour examiner les effets néfastes des émissions de soufre sur l'air et sur les sols forestiers, a été utilisé avec succès en RFA dans le cadre d'une étude conjointe canado-allemande de l'écosystème terrestre de la région de Brunswick.

Depuis quelques années, on met de plus en plus l'accent sur la coopération en matière de recherche et de développement (R et D) dans l'industrie et sur le transfert de technologies d'institutions subventionnées par l'État vers le secteur privé, ce qui pourrait stimuler la création de coentreprises et les investissements. La réunion de Montréal permettra d'ailleurs de faire avancer ce dossier.

Devant l'émergence d'un marché européen unique en 1992, et en vue de renforcer sa compétitivité mondiale, le Canada veut accroître sa coopération avec la RFA, surtout dans le domaine des nouvelles technologies et des technologies de pointe. Il souhaite également élargir ses relations avec l'ensemble de la Communauté européenne (CE).

Le Canada étudie actuellement, avec la Commission des Communautés européennes, la possibilité de négocier un accord général en matière de science et de technologie qui lui permettrait de participer plus activement aux programmes et projets de la CE en matière de recherche et développement technologiques.

L'unification de l'Allemagne offre maintenant au Canada des possibilités de coopération avec des instituts de recherche déjà établis dans les cinq nouveaux états, ou qui pourraient y être créés.

Les relations culturelles entre le Canada et la RFA

La RFA est l'un des pays à qui le programme des relations culturelles internationales du Canada accorde la plus haute priorité, au même titre que les États-Unis, la France, le Royaume-Uni et le Japon. Moteur économique de la Communauté européenne, la RFA est l'élément le plus important de la stratégie élaborée par le Canada pour renforcer et élargir ses liens avec l'Europe.

La société allemande apprécie beaucoup les événements artistiques de grande qualité, et les divers paliers de gouvernement soutiennent à grands frais les activités en ce domaine. Dans cette optique, le Canada reconnaît depuis longtemps qu'une présence culturelle marquée en RFA est un excellent moyen d'améliorer les relations bilatérales.

Les artistes canadiens ont su se tailler une bonne réputation dans le milieu culturel de la RFA. Les orchestres symphoniques de Toronto et de Montréal ont été très acclamés lors des maintes tournées qu'ils y ont effectuées. L'orchestre du Centre national des arts a effectué, à l'automne 1990, une tournée couronnée de succès. Ajoutons enfin que l'ensemble *Canadian Brass Band* a lui aussi été fort applaudi lors de ses nombreuses tournées dans ce pays au cours des dernières années.

En 1989, le Ballet national du Canada se rendait en RFA pour la quatrième fois; quant au Royal Winnipeg Ballet, il s'y est produit pour la deuxième fois en 1990. Les deux compagnies ont été très chaleureusement applaudies par le public et la critique. Des ensembles plus petits, des duos et des solistes canadiens se produisent régulièrement en RFA.

Plusieurs artistes canadiens en arts visuels ont acquis une certaine renommée en RFA et leurs oeuvres y sont vendues. Les programmes mis sur pied par le Canada dans le domaine des arts visuels permettent aux artistes canadiens d'exposer régulièrement dans ce pays. Ces dix dernières années, des expositions sur le Canada ont attiré des milliers d'Allemands, qui s'intéressent particulièrement aux autochtones et à la dimension multiculturelle du Canada.

Nombre d'auteurs canadiens ont été traduits en allemand. Margaret Atwood figure en tête de liste; son roman *The Handmaid's Tale* a été porté à l'écran par un metteur en scène allemand. Les critiques allemands ont chanté les louanges de *In the Skin of a Lion*, de Michael Ondaatje; ce dernier a d'ailleurs effectué, en mai 1990, une tournée pour présenter son oeuvre en RFA.

Des longs métrages canadiens ont été présentés sur le réseau allemand ZDF (Zweites Deutsches Fernsehen) en avril 1991. La réaction des millions de téléspectateurs allemands a été tellement enthousiaste qu'une deuxième série de films canadiens sera diffusée plus tard cette année.

Les échanges universitaires entre le Canada et la RFA

Les érudits allemands ont commencé à s'intéresser à la géographie, à la géologie et à l'anthropologie du Canada dès le XIX^e siècle, mais ce n'est que depuis dix ou quinze ans qu'ils se penchent sur d'autres disciplines.

Il existe en RFA cinq centres d'études canadiennes, avec un certain degré de spécialisation interdisciplinaire :

- Augsburg (littérature canadienne-française, littérature canadienne-anglaise, linguistique et sciences politiques);
- Université libre de Berlin (sciences politiques, études canadiennes-anglaises et géographie);
- Kiel (études canadiennes-françaises, études canadiennes-anglaises et histoire);
- Marbourg (géographie et sciences politiques);
- Trèves (études canadiennes-françaises, études canadiennes-anglaises et géographie).

Les frais des professeurs invités à quatre de ces centres sont couverts en partie par Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada. Il existe des centres canadiens de documentation à Kiel, à l'Université libre de Berlin, à Trèves et à Augsburg; les bibliothèques de Marbourg et de Göttingen possèdent par ailleurs de vastes collections d'ouvrages canadiens.

En décembre 1985, l'Université d'Augsbourg inaugurerait un Institut d'études canadiennes qui, pendant les cinq premières années de son existence, a été financé conjointement par la Fondation Volkswagen, le gouvernement du Canada et le gouvernement de Bavière. Dans un bon nombre d'autres universités de la RFA, des professeurs offrent des cours dont le contenu est lié aux études canadiennes.

Le Canada a conçu un certain nombre de programmes à l'appui des études canadiennes en RFA :

Deux programmes de bourses pour le corps enseignant – en complément de spécialisation et en recherche – donnent à des professeurs de la RFA, moyennant concours, des subventions qui leur permettent d'effectuer un court stage de recherche au Canada, pourvu que, par la suite, ils intègrent les résultats obtenus dans leur programme d'enseignement ou qu'ils publient un article spécialisé fondé sur leurs recherches.

Ces deux programmes constituent un des éléments clés de la diffusion des études canadiennes en RFA. Depuis 1978, Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada a accordé des centaines de bourses à cette fin.

Le Canada accorde également quinze bourses d'études supérieures à des étudiants allemands qui souhaitent faire leur maîtrise ou leur doctorat au Canada.

Comme nouvelles initiatives, le Canada a eu tôt fait d'introduire et d'encourager les études canadiennes dans les nouveaux états de l'Est (qui formaient auparavant la République démocratique allemande) en y étendant ses programmes déjà en place et en faisant don de livres à l'Université von Humboldt, à Berlin, et aux universités d'Iéna et de Greifswald.

Lors de sa fondation en 1980, l'Association des études canadiennes comptait une soixantaine de membres provenant de pays parlant l'allemand; elle en compte aujourd'hui plus de 500 et occupe la deuxième place (après celle des États-Unis) parmi les 17 associations d'études canadiennes qui existent dans le monde. Cette Association organise une conférence annuelle et offre son soutien à nombre de symposiums, colloques et séminaires spécialisés. Elle subventionne également la publication d'articles et d'ouvrages sur le Canada.

Fiche documentaire sur la République fédérale d'Allemagne (RFA)

Généralités

Capitale	Berlin (Bonn est le siège du gouvernement)
Superficie	357 000 km ²
Population	78 millions
Langue	Allemand
Fête nationale	le 3 octobre, jour de l'Unité

Données politiques

Type de gouvernement	République fédérale
Nature du régime	Démocratie parlementaire bicamérale
Chef de l'État	Le Président Richard von Weizsaecker (réélu pour cinq ans en 1989)
Chef du gouvernement	Le Chancelier Helmut Kohl (CDU), depuis 1982
Ministre des affaires étrangères	M. Hans-Dietrich Genscher (FDP), depuis 1974
Principaux partis politiques	Union démocrate chrétienne (CDU); Union sociale chrétienne (CSU); Parti libéral (FDP); Parti social-démocrate (SPD); Parti du socialisme démocratique (PDS); Bündnis (Alliance) 90 (incl. les Verts)
Bundestag (Assemblée fédérale)	662 membres élus pour quatre ans par représentation proportionnelle. Sièges (scrutin de 1990) : CDU/CSU = 319, SPD = 239, FDP = 79, PDS = 17, Alliance 90 = 8
Bundesrat (Conseil fédéral)	membres des gouvernements des Laender (états) ou leurs délégués
Échéances électorales	présidentielles prévues pour 1993, fédérales prévues pour 1994

Données économiques*

Ministre des Finances	M. Theo Waigel (CSU), depuis 1989
Ministre de l'Économie	M. Juergen Moellemann (FDP), depuis 1991
PNB	1 955 milliard \$
PNB par habitant	24 600 \$
Croissance du PNB	4,2 %
Taux de chômage	5 %
Taux d'inflation	2,6 %
Monnaie	Deutsche Mark (1 \$ = 1,38 DM)

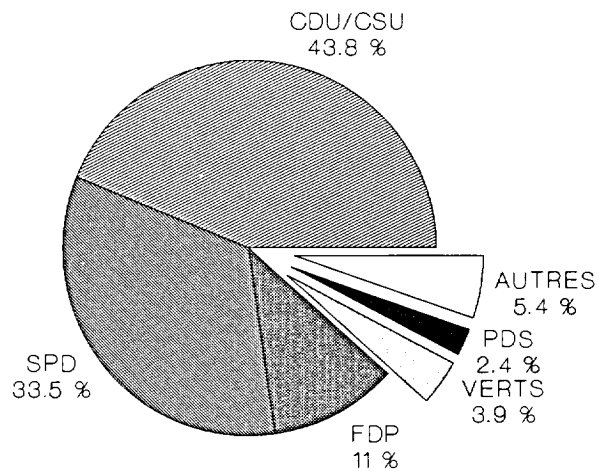
* Données de 1990 à moins d'indication contraire. Comprend la RDA depuis le 3 octobre 1990. (Sources : Bureau de Statistiques de la RFA (SBA), Bundesbank, OCDE)

Dette nationale totale	723,4 milliards \$ soit 37 % du PNB
Déficit budgétaire	3,5 % du PNB
Importations	402,9 milliards \$ dont 3,3 milliards \$ du Canada
Exportations	478,9 milliards \$ dont 3,4 milliards \$ au Canada
Investissements directs canadiens en RFA	31,5 millions \$ (1989)
Investissements directs de la RFA au Canada	509,7 millions \$ (1989)

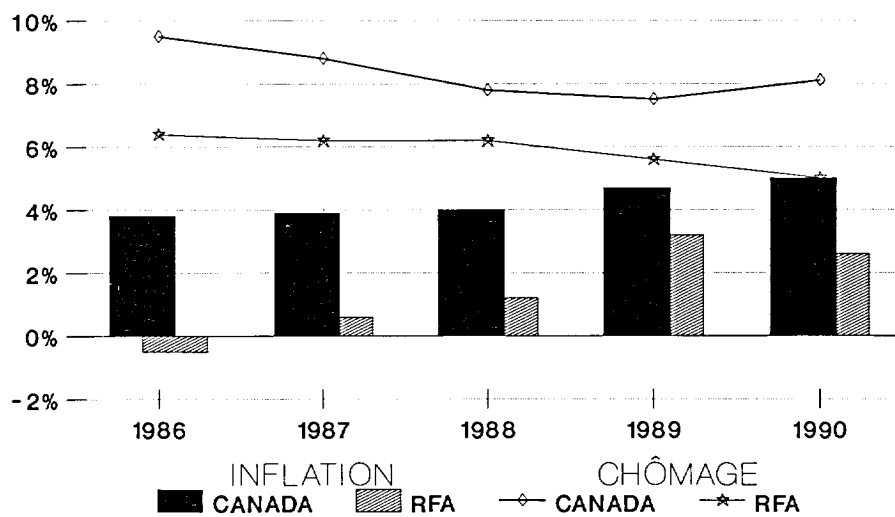
Représentation canadienne

Bonn	Ambassadeur Thomas Delworth
Berlin	Consul général Franco D. Pillarella
Düsseldorf	Consul général Dennis S.M. Baker
Munich	Consul général George E.B. Blackstock

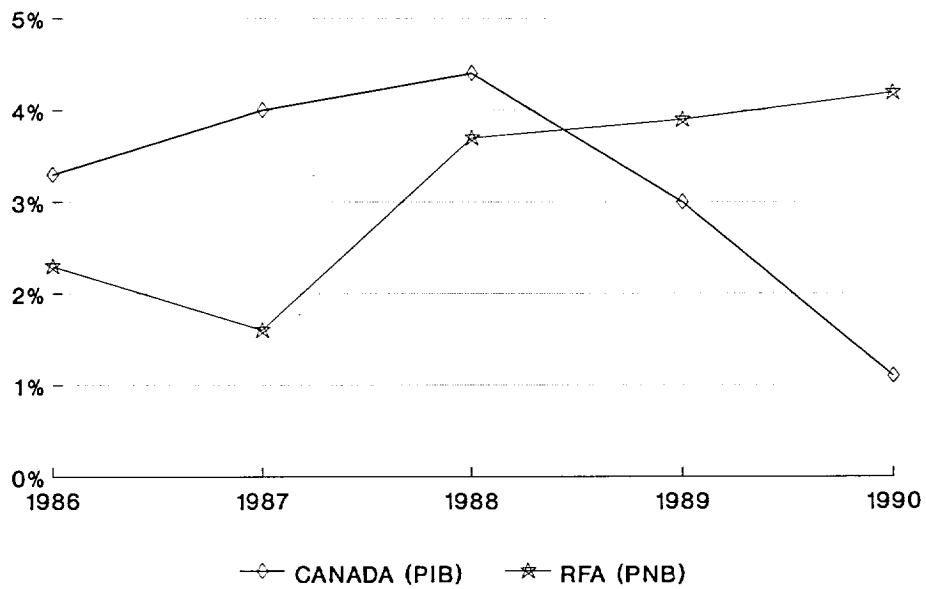
RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1990



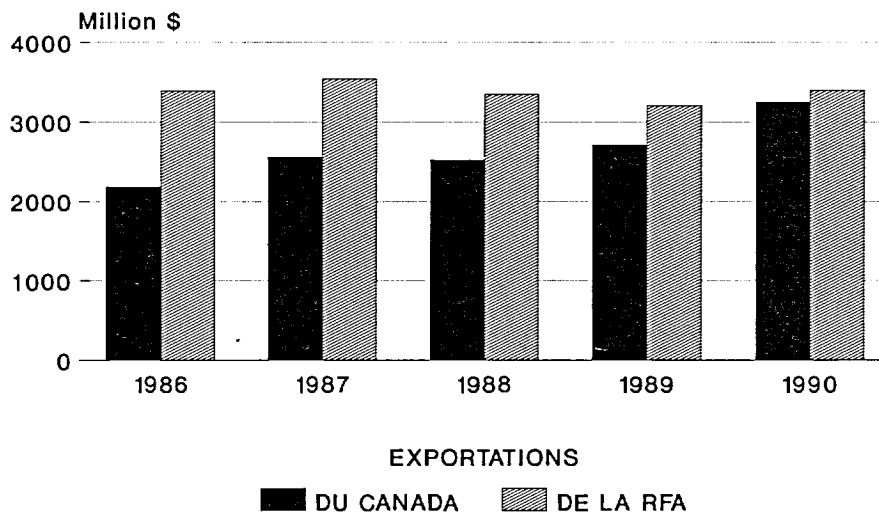
INFLATION ET CHÔMAGE CANADA -- RFA



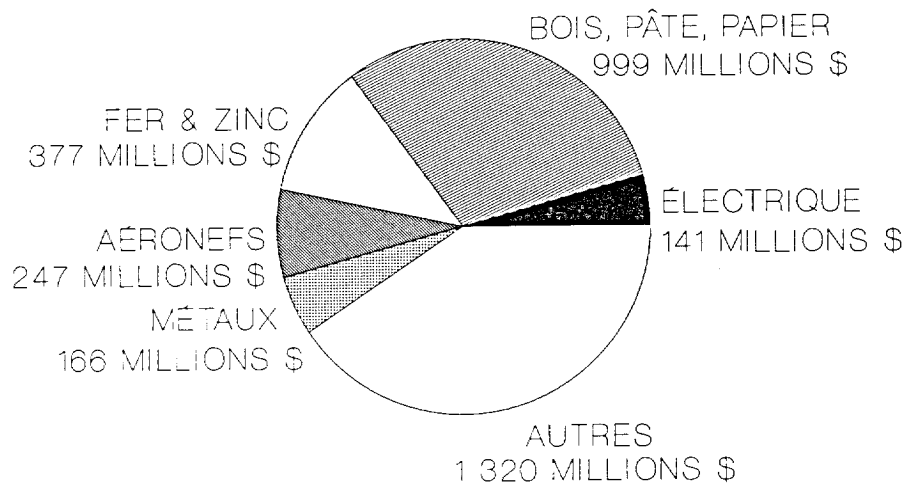
TAUX DE CROISSANCE



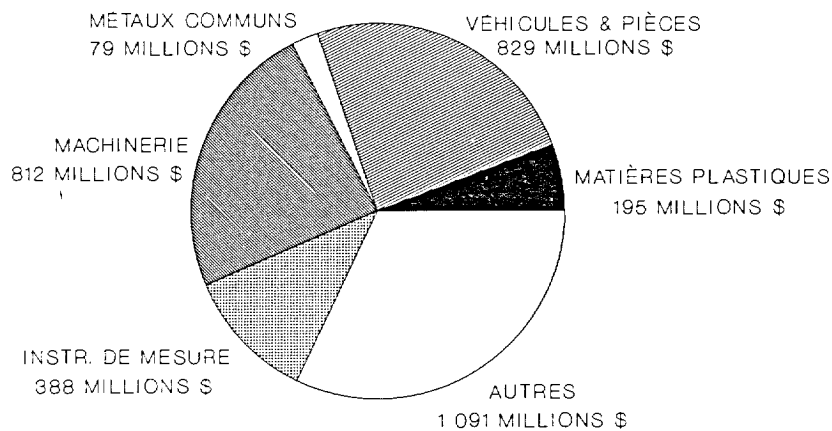
COMMERCE BILATÉRAL CANADA -- RFA



EXPORTATIONS CANADIENNES EN RFA EN 1990



EXPORTATIONS DE LA RFA AU CANADA EN 1990



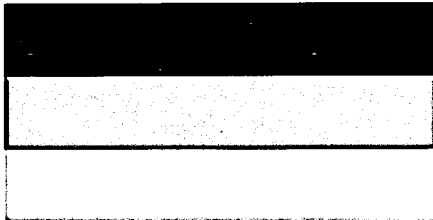
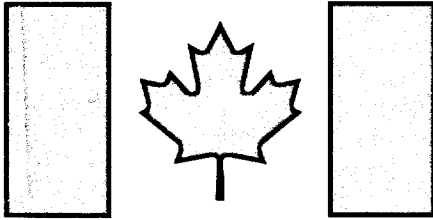
LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

3 5036 20072765 2

DOCS
CA1 EA 91V36 EXF
Visit to the Federal Republic of
Germany by Prime Minister Brian
Mulroney : June 13-16, 1991. --
43260440

doc
CA1
EA
91V36
EXF

.62389575(E)
.62389587(F)



Visit

to the

Federal Republic of Germany

by

**Prime Minister
Brian Mulroney**

June 13-16, 1991

Visit

to the

Federal Republic of Germany

by

**Prime Minister
Brian Mulroney**

June 13-16, 1991

NON - CIRCULATING
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

OCT 8 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

43-264 490



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

Contents

Chancellor Helmut Kohl	1
Foreign Minister and Deputy Chancellor Hans-Dietrich Genscher	3
Prime Minister Brian Mulroney	5
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	7
Canada-F.R.G. Bilateral Relations	9
Canada-F.R.G. Trade	10
Canada-F.R.G. Direct Investments	14
Canada and the F.R.G. - Partners for Peace	15
F.R.G. - The Political Situation	17
The Economy of the F.R.G.	18
F.R.G. - Foreign Policy	19
Canada-F.R.G. Agreement on Science and Technology	20
Canada-F.R.G. Cultural Relations	21
Canada-F.R.G. Academic Relations	22
F.R.G. Fact Sheet	23

Chancellor Helmut Kohl

Helmut Kohl was born on April 3, 1930, in Ludwigshafen. He studied law, sociology, political science and history at the universities of Frankfurt and Heidelberg and received his doctorate in 1958.

Dr. Kohl joined the Christian Democratic Union (CDU) in 1947 and by 1955 had become a member of the party executive for his home state of Rhineland-Palatinate. In 1959, Dr. Kohl was elected to the state assembly. Between 1969 and 1976, he served as state minister president (premier).

Dr. Kohl has been a member of the Bundestag (federal lower house) in Bonn since 1976, the same year in which he was the CDU candidate for chancellor and became chairman of his party's caucus in the Bundestag.

Dr. Kohl became chancellor in October 1982. His centre-right coalition government was re-elected for a third consecutive term in December 1990. The three-party coalition consists of the CDU, the Christian Social Union (CSU), and the Free Democratic Party (FDP).

Dr. Kohl and his wife Hannelore have two sons.





**Foreign Minister
and Deputy Chancellor
Hans-Dietrich Genscher**

Hans-Dietrich Genscher was born in 1927 and was a student of law and economics. He fled from the German Democratic Republic to the Federal Republic of Germany in 1952.

Mr. Genscher became associated with the Free Democratic Party (FDP), one of three parties forming the F.R.G.'s present coalition government. Appointed minister of the interior in 1969, Mr. Genscher actively combatted terrorism and took a lead role in the F.R.G. response when Israelis were held hostage at the 1972 Munich Olympics.

Mr. Genscher has been foreign minister and deputy chancellor since 1974. Over the years, the foreign minister has demonstrated an interest and influence in East-West affairs and has played a leading role in German unification.

Mr. Genscher is married and has one child.





Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.



**Secretary of State
for External Affairs
Barbara McDougall**

Born in Toronto in 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree. She is also a chartered financial analyst.

Mrs. McDougall began her professional career as an economic analyst in banking. She later worked as a market research analyst and as a print and television business journalist. From 1964 to 1974, Mrs. McDougall was an investment analyst in Vancouver, where she specialized in the forest products industry.

From 1974 to 1976, Mrs. McDougall managed portfolio investments; and from 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts and a government affairs and financial consultant.

Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984, representing the Toronto riding of St. Paul's. She was reelected in the same riding in November 1988.

In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). In June 1986 she was appointed minister of state (privatization) and minister responsible for the status of women; and in August of that year she was named minister responsible for regulatory affairs.

In March 1988, Mrs. McDougall was appointed minister of employment and immigration. She held that portfolio until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



Mrs. McDougall has chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto and was a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens. She has also devoted time as a counsellor to the Oakhalla Provincial Prison for Women and served as a vice-chairperson of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.



Canada-F.R.G. Bilateral Relations

Relations between Canada and the F.R.G. are intensive and diversified.

Both nations belong to the G-7 (group of seven most industrialized countries). The F.R.G. is Canada's third-largest source of foreign direct investment (after the United States and the United Kingdom), fourth-largest trading partner (after the U.S., Japan and the U.K.), and most important Western European partner in science and technology.

As well, the F.R.G. is one of Canada's most important defence partners. Cooperation within the North Atlantic Treaty Organization has created a close relationship through the presence of Canadian forces in the F.R.G. and the training of German army and air force personnel in Canada.

Canada wants to develop further its bilateral contacts with the F.R.G., which plays a central part in European integration. Canada has done so through increased high-level visits at the federal and provincial levels, as well as through trade missions and parliamentary exchanges, while reinforcing institutional ties and technical cooperation.

F.R.G. statistics show two-way trade has grown dramatically over the past decade to its present level of 9.2 DM billion (\$6.7 billion). The F.R.G. has consistently enjoyed a trade surplus with Canada, although that surplus has fallen in recent years.

Particularly promising fields for further bilateral cooperation and development are environment, high technology and manufacturing; as well, there are investment and trade prospects related to German unification and to new markets in Eastern Europe.

Canadians of German descent numbered 1.1 million in the 1981 census. As Canada's third-largest ethnic group, they add an element of cultural interest to trade between the two countries.

Canada-F.R.G. Trade

The F.R.G. exports more goods and services than any other country in the world; it also imports more than any other country but one. For Canada, the F.R.G. ranks behind the United States, Japan and the United Kingdom as an export market, accounting for approximately 2% of our trade.

An analysis of bilateral trade flows and of the composition of Canadian exports to the F.R.G. indicate

- Canadian exports to the F.R.G. have increased significantly in recent years.
- Raw materials and semifinished products continue to predominate as major components of Canadian exports. Wood pulp is by far the largest export product.
- However, the proportion of end products has been increasing consistently (now at 28% of the total). Canadian exports of high technology and defence-related equipment are encouraging, with recent significant sales of heavy electrical equipment, computers, aircraft, and flight simulators.
- Trade barriers resulting from the European Community's Common Agricultural Policy effectively block market access for most bulk agricultural products. There are some important niche markets, however, such as fish products and honey (the F.R.G. takes nearly 20% of Canadian honey exports).

The combination of German unification (which will lead to a greater need for imports), the single European market of 1992, and continuing dynamic economic growth, make the F.R.G. one of Canada's most promising export markets.

Recent Success Stories

- In May 1990, Canadair of St-Laurent, Quebec, sold 13 Regional Jets to a Lufthansa subsidiary, DLT GmbH, for \$287 million. DLT has an option to buy 12 additional aircraft.
- In January 1991, CAE Electronics GmbH, a German subsidiary of CAE Electronics of St-Laurent, Quebec, entered into a joint venture agreement with two German firms, Lufthansa Commercial Holding and Deutsche Airbus, to establish a flight simulation research and training facility in Berlin. As part of the deal, the CAE St-Laurent plant will supply an Airbus A340 flight simulator valued at about \$40 million.

TABLE 1**CANADA-F.R.G. TRADE FLOW (WEST)**

	1988	1989	1990
F.R.G. Statistics (DM billions)			
Canadian exports to the F.R.G.	3.6	4.3	4.5
F.R.G. exports to Canada	4.8	5.1	4.7
Canadian Statistics (\$ billions)			
Canadian exports to the F.R.G.	1.7	1.8	2.1
F.R.G. exports to Canada	3.8	3.7	3.8

CANADA-F.R.G. TRADE FLOW (EAST)

	1988	1989	1990
F.R.G. Statistics (DM billions)			
Canadian exports to the G.D.R.	0.05	0.12	0.05
G.D.R. exports to Canada	0.05	0.04	0.03
Canadian Statistics (\$ billions)			
Canadian exports to G.D.R.	0.06	0.1	0.03
G.D.R. exports to Canada	0.05	0.04	0.02

Sources: F.R.G. Statistics Office and Statistics Canada.

Note: F.R.G. statistics are more comprehensive because they include Canadian exports transshipped through other countries.

TABLE 2

Canadian Exports to the F.R.G. by Product Category

	1988	1989 (in DM millions)	1990
Agriculture and Fish Products	168	159	169
Fish	57	49	51
Raw Materials	688	837	786
Iron ore	179	245	326
Zinc	152	243	195
Semifinished Products	1,613	1,960	1,869
Wood pulp	959	1,245	1,055
Timber	108	99	129
Copper	68	116	88
Aluminum	98	103	71
Nickel	103	120	70
Primary Products	318	335	343
Paper, cardboard	184	174	196
End Products	753	991	1,262
Aircraft	107	203	342
Electrical and electronic products	168	203	195
Motor vehicles and parts	52	80	71
Other Products	86	72	80
Total	3,626	4,354	4,509

Source: F.R.G. Statistics Office.

Note: Totals represent the total of numbers in boldface. Items listed under the boldface "Products" headings are a sampling only of the total products.

TABLE 3**Trade with the F.R.G. by Canadian Province, 1990**

	Imports (in thousands of dollars)	Exports
Newfoundland	11,101	40,858
Prince Edward Island	914	2,313
Nova Scotia	714,085	53,511
New Brunswick	33,281	128,240
Quebec	920,115	509,921
Ontario	1,694,082	792,654
Manitoba	44,969	27,397
Saskatchewan	57,215	14,685
Alberta	94,568	31,324
British Columbia	261,342	511,799
Total	3,831,714 *	2,197,171 *

Source: Statistics Canada.

* Totals include Yukon and Northwest Territories and may not add up due to rounding.

Canada-F.R.G. Direct Investments

F.R.G. Direct Investments Abroad

According to the F.R.G. Ministry of Economics, the net transfer of F.R.G. direct investments abroad in 1989 totalled DM 20.1 billion, an increase of 11.3% over DM 17.9 billion in 1988. The F.R.G.'s direct investments in Canada in 1989 totalled DM 809 million, up from DM 411 million in 1988. This record high moved Canada from 10th to eighth place among the destinations for F.R.G. direct investments abroad.

For the first six months of 1990, however, the F.R.G.'s direct investments in North America dropped to DM 544 million from DM 2.02 billion in the corresponding period of 1989. Canada's share was reduced to DM 192 million, as compared to DM 664 million the year before. This substantial shift is due to F.R.G. investments being re-directed towards the reconstruction of eastern Germany, i.e., the five new eastern states that were formerly the German Democratic Republic.

Direct Investments in the F.R.G.

In 1989, the net transfer of foreign direct investments in the F.R.G. tripled to DM 6,124 billion from DM 2,233 billion in 1988. For 1989, Canada's direct investments in the F.R.G. ranked ninth at DM 50 million.

Recent examples of Major German Direct Investments in Canada

- VAW (Vereinigte Aluminium Werke) of Bonn leads an international consortium that signed a contract in 1989 to build a \$1.6 billion aluminium smelter in Sept-îles, Québec. The German share of the project is \$350 million.
- In 1990, Nova Corporation of Calgary completed the sale of its Polysar Rubber Division based in Sarnia to Bayer A.G. of Leverkusen, F.R.G., for approximately \$1.25 billion. Bayer plans to centralize its North American synthetic rubber operations in Canada and to invest approximately \$120 million in modernizing the Sarnia plant.

Canada and the F.R.G. – Partners for Peace

The close political, economic and social ties between Canada and the F.R.G. are reflected in the cooperative relationship between the two countries in the vital area of defence. Over four decades, cooperation on defence matters has steadily expanded within the North Atlantic Treaty Organization (NATO) framework in direct dealings between the two governments.

Thousands of F.R.G. and Canadian Armed Forces personnel are rotated regularly between the two countries for training in Canada or active service assignments in Germany. Defence industrial cooperation (\$41.3 billion over 25 years) is also expanding. The F.R.G. and Canada take turns each year sending a combined government and private sector mission to identify defence trade and investment opportunities in each other's country.

Recent cooperation includes the acceptance by the F.R.G. army in November 1990 of the Canadian CL-289 surveillance drone.

The presence of Canadian Forces in the F.R.G. and the training programs of the F.R.G. army and air force in Canada have also benefited the defence industries of both countries. For example, the Canadian Forces have purchased significant supplies within the F.R.G., in addition to buying Leopard tanks, trucks, armoured recovery vehicles and bridge-laying equipment.

Canadian Position

As a consequence of Canada's recognition that maintenance of a free and secure Western Europe is essential for preserving Canadian security and international stability, Canada has continued to station combat-ready land and air forces in the F.R.G. in accordance with Canada's NATO commitments.

Canadian Forces have been based in Germany since 1951. The principal land force component is the 4th Canadian Mechanized Brigade (Forward) and elements of 1st Canadian Division troops stationed at Lahr and Baden-Soelingen. Canada's land forces in the F.R.G. will be augmented, in time of crisis, with an additional Canada-based brigade. This total land force commitment makes up the 1st Canadian Land Division.

The air component is the 1st Canadian Air Division based at Baden-Soelingen. It was formed in the summer of 1988. The division consists of two CF-18 squadrons based in the F.R.G. and two CF-18 rapid reaction squadrons based in Canada. The 409 squadron was deployed from Baden-Soelingen to the Persian Gulf, during the recent conflict there.

In all, the Canadian Forces community in the F.R.G. includes approximately 8,000 military personnel and their dependants, and approximately 12,500 civilian employees.

F.R.G. Position

The F.R.G. continues to be a strong supporter of NATO as the primary stabilizing force in Europe. The F.R.G. Armed Forces training programs in Canada parallel the Canadian commitment to the F.R.G. Under a bilateral agreement, the F.R.G. air force can use low-level, flight-training facilities at Goose Bay, Labrador, for up to 25 tactical aircraft supported by approximately 400 air force personnel.

Subject to rigorous monitoring of the environment, this program at Goose Bay (also used by the air forces of the United Kingdom and the Netherlands) is an important stimulus to the region's economy. To the F.R.G. air force, it is a source of training unavailable on this scale anywhere within Western Europe.

On an even larger scale than the low-level, flight-training program, the F.R.G. conducts an army-training program at Canadian Forces Base (CFB) Shilo in Manitoba. Training is conducted annually from May until October on mechanized infantry combat vehicles and Leopard II tanks, with up to 700 troops being trained at any one time, or a total of approximately 6,000 annually. Since 1974, over 70,000 F.R.G. soldiers have received training at CFB Shilo.

F.R.G. – The Political Situation

The government of the F.R.G. is a three-party, centre-right coalition of two Christian unions – Chancellor Helmut Kohl's Christian Democratic Union (CDU) and Theo Waigel's all-Bavarian Christian Social Union (CSU) – and the Free Democratic Party (FDP) of Foreign Affairs Minister Hans-Dietrich Genscher, headed by Dr. Otto Graf Lambsdorff.

The coalition was reelected in the first all-German election on December 2, 1990 to a third consecutive term, winning a decisive victory over the Social Democrats (SPD). Subsequently, the SPD has elected a new party chairman, Bjoern Engholm, minister president (premier) of Schleswig-Holstein. The victory especially favoured the FDP, which gained a greater political influence in the coalition.

The F.R.G. agenda continues to be dominated by unification. Monetary, economic and social union with the German Democratic Republic (G.D.R.) came into force on July 2, 1990, and political union on October 3, 1990. The coalition must now integrate and finance the recovery of the five new states in the east – an administrative, social and economic challenge of some magnitude.

The Economy of the F.R.G.

The F.R.G., with a population of 78 million, is the economic powerhouse of Europe. After the United States and Japan, it has the largest economy in the world. In 1990, the F.R.G.'s gross national product (GNP) reached close to \$2 trillion. In comparison, Canada's GNP was about \$660 billion.

The economy of western Germany has grown continuously since 1982. In the past three years it has enjoyed a remarkable boom, with real economic growth at about 4% since 1988, and annual inflation rates under 3%. Unification has provided an additional impulse to economic activity in western Germany. At the same time, it has resulted in sharply higher demands on public finances, higher interest rates and a weakening of the Deutsche Mark (DM).

Eastern Germany, on the other hand, with a quarter of the population and a 10th of the GNP of western Germany, has been undergoing a sudden structural upheaval following unification. New investment is expected to reverse the dramatic decline in output and the rise in unemployment.

Like Canada, the F.R.G. is exceptionally trade-oriented, with exports accounting for one quarter of the GNP. It is the largest exporter in the world and second-largest importer, and until this year had a very large trade surplus, averaging DM 120 billion in the second half of the 1980s. As a result of unification, however, imports are increasing faster than exports and the F.R.G. had a trade deficit in the early months of 1991. By and large, the German markets are open since government policy favours trade liberalization (an important exception is agriculture).

The F.R.G. is a major force behind the economic integration of Western Europe and the move towards a single market in 1992. It is also the leading Western economic partner of virtually all countries of Eastern and Central Europe, as well as the Union of Soviet Socialist Republics.

F.R.G. – Foreign Policy

German unification is a dominant factor in the rapid transformation of Europe. The events of the past year have served to amplify the dynamism and the profile of the F.R.G.'s foreign policy.

This dynamism is in keeping with the continuity of the country's fundamental objectives:

- economic integration of the European Community (EC) and European political cooperation;
- East–West détente based on the Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE); and
- membership in NATO and maintenance of a solid trans-Atlantic link.

Economic integration of the EC in 1992, as well as its political and monetary union, are of crucial importance to the F.R.G. Because of its economic strength, the F.R.G. will not only play a key role, but is already a driving force behind the openness of the EC toward Eastern Europe, the U.S.S.R. and the world.

The F.R.G. favours enlarging the membership of the EC, notably with respect to Austria and Eastern Europe. The F.R.G.'s economic model greatly contributed to the foundation of the EC, and its political impetus now appears to be a decisive factor.

The NATO alliance is seen as an essential stabilizing factor in Europe. The F.R.G. has sought to convince its allies to refrain from modernizing nuclear weapons or from deploying new ones in the country, and has sought to demilitarize East–West relations. Dialogue with the U.S.S.R., aid to the democratic movement in the East, and a greater role for the CSCE have become primary concerns.

These efforts are mainly aimed at supporting the process of German and European unification. Yet, in so doing, the F.R.G. is opening up traditional markets in Eastern Europe and the U.S.S.R., while affirming itself as a political power in Europe.

Canada shares the objectives of the F.R.G.'s foreign policy, not only in Europe but worldwide: in the G-7 (group of seven most industrialized countries), in peacekeeping, in aid to developing countries, in protecting the global environment and in the United Nations.

As a partner in NATO and the CSCE, Canada values the F.R.G. as a key player in consolidating Canada's political dialogue with Europe. For example, when the F.R.G. chaired the EC in 1988, it helped establish a consultative mechanism between Canada and the EC. This mechanism was refined and included in a declaration on relations between Canada and the European Community, an initiative largely inspired by German Foreign Minister Genscher, which was proclaimed in Rome on November 22, 1990.

Canada-F.R.G. Agreement on Science and Technology

The F.R.G. is one of Canada's most significant science and technology partners. We have a long record of fruitful cooperation under the 1971 Canada-F.R.G. Agreement on Science and Technology Cooperation. Canada and the F.R.G. cooperate through more than 100 projects in such areas as agriculture, biotechnology, the environment, energy, marine sciences, information technologies and transportation.

Cooperation under the agreement is managed by way of biennial consultative meetings at the ministerial level. The next such meeting, which will mark 20 years of science and technology cooperation, is to be held in Montréal in June 1991. It will review progress in the various fields of cooperation, discuss new project proposals, and evaluate prospects for future development.

The expected presence at this meeting of the F.R.G.'s research and technology minister, Dr. Heinz Riesenhuber, underscores the importance that the F.R.G. attaches to the agreement with Canada.

There have been many scientific successes resulting from cooperation under the agreement. Two examples are:

- Canadian and F.R.G. geologists working with the Canadian oil industry investigated continental movements under the Atlantic from the F.R.G.'s scientific ship *Explora*. Of great scientific benefit, this research is leading to new techniques for locating hydrocarbons and ore bodies.
- A sophisticated air pollution sampler, developed in Canada to examine the harmful effects of sulphur emissions on air and forest soils, was brought to the F.R.G. and used successfully in a Canada-F.R.G. collaborative study of the soil ecosystem around Braunschweig.

In recent years, increased emphasis has been placed on cooperation in industrial research and development (R and D) and in the transfer of technology from publicly funded institutions to the private sector - initiatives which could lead to joint ventures and investment. The Montréal meeting will enable further progress to be made in this regard.

With the approach of a single market in Europe in 1992 and the Canadian government's efforts to strengthen Canada's role as a global competitor, Canada wishes to develop further its cooperation with the F.R.G., particularly in areas of new and leading-edge technology, and to expand its relations with the European Community (EC) as a whole.

Canada is currently examining, with the Commission of the European Communities, the possibility of negotiating a general science and technology agreement to increase Canada's participation in the EC's research and technology development programs and projects.

The unification of Germany now provides the possibility of cooperation with research institutes located in, or to be created in, the five new federal states.

Canada-F.R.G. Cultural Relations

The F.R.G. is one of the highest priority countries for Canada's international cultural relations program, ranking with the U.S., France, the U.K. and Japan. As the economic motor of the European Community, the F.R.G. is a key partner in Canada's strategy to strengthen and expand its relationship with Europe.

The Germans are very appreciative of high-quality artistic manifestations. Consequently, cultural activities are well supported by all levels of government. In this context, Canada has long recognized the need for a strong cultural presence in the F.R.G. as an effective means of enhancing bilateral relations.

Canadian artists have carved out a respectable niche for themselves on the German cultural scene. The Toronto and Montréal symphony orchestras have toured the country several times to considerable acclaim. The National Arts Centre Orchestra completed a successful tour in the fall of 1990, and the Canadian Brass had several successful tours in past years.

In 1989, the National Ballet of Canada visited the F.R.G. for the fourth time; the Royal Winnipeg Ballet made its second visit in 1990. Both companies achieved strong public and critical success. Smaller Canadian ensembles, duos, and soloists regularly appear before German audiences.

Several Canadian visual artists have become known and commercially successful in the F.R.G. Canada's visual arts programs help ensure that Canadian artists are regularly exhibited. Over the past 10 years, exhibits about Canada have attracted many thousands of Germans, who are particularly interested in Canada's native peoples and multicultural dimension.

A number of Canadian authors have been translated into German; foremost among them is Margaret Atwood, whose novel *The Handmaid's Tale* was filmed by a German director. Michael Ondaatje, whose *In the Skin of a Lion* was highly acclaimed by German critics, made a successful reading tour of the F.R.G. in May 1990.

A series of Canadian feature films was shown on the German ZDF (Zweites Deutsches Fernsehen) network in April 1991. As a result of the enthusiastic reaction of millions of German television viewers, another series of Canadian films will be broadcast later this year.

Canada-F.R.G. Academic Relations

German academics have been interested in Canadian geography, geology and anthropology since the 19th century, but only in the last 10 to 15 years have other disciplines begun to attract more attention.

In the F.R.G., there are five centres of concentration for Canadian studies, with a relative degree of interdisciplinary specialization:

- Augsburg (English- and French-Canadian literature and linguistics and political science);
- the Free University of Berlin (political science, English-Canadian studies and geography);
- Kiel (English- and French-Canadian studies and history);
- Marburg (geography and political science); and
- Trier (English- and French-Canadian studies and geography).

Visiting professorships are partly financed by External Affairs and International Trade Canada at four of these centres. There are Canadian documentation centres at Kiel, the Free University of Berlin, Trier and Augsburg; and there are considerable library holdings at Marburg and Goettingen.

In December 1985, the Institute of Canadian Studies was inaugurated at Augsburg University, funded jointly for the first five years by the Volkswagen Foundation, the Government of Canada and the Bavarian government. Individual professors at a number of other universities also offer courses covering elements of Canadian studies.

Canada supports Canadian studies in the F.R.G. with a number of programs.

The Faculty Enrichment Program and the Faculty Research Program provide grants on a competitive basis. These grants enable professors from the F.R.G. to carry out a short program of research in Canada, on condition that they subsequently incorporate the results into their teaching curriculum, or publish a scholarly article based on their research.

These two programs have been the driving force behind the spread of Canadian studies in the F.R.G. Since 1978, External Affairs and International Trade Canada has awarded hundreds of grants for these purposes.

Canada provides 15 post-graduate scholarships to students from the F.R.G. to work towards an MA or PhD in Canada.

Among recent initiatives, Canada has moved rapidly to initiate and support Canadian studies in the new eastern states (the former German Democratic Republic), by expanding its existing programs there, and by donating books to the von Humboldt University in Berlin, and the universities of Jena and Greifswald.

The Association for Canadian Studies was founded in 1980 by approximately 60 members from German-speaking countries. It has grown to more than 500 members, making it the second-largest association for Canadian studies (after the U.S.) out of 17 worldwide. The association holds an annual conference; supports a number of symposia, colloquia, and seminars throughout the year; and supports the publication of articles and works on Canada.

F.R.G. Fact Sheet

Basic data

Capital	Berlin (Bonn is seat of government)
Total area	357,000 km ²
Population	78 million
Language	German
National holiday	October 3, Unity Day

Political data

Type of state	Federal republic
Type of government	Parliamentary democracy, bicameral
Head of state	President Richard von Weizsaecker (reelected in 1989 for five years)
Head of government	Chancellor Helmut Kohl (CDU), since 1982
Minister of foreign affairs	Hans-Dietrich Genscher (FDP), since 1974
Main political parties	Christian Democratic Union (CDU); Christian Social Union (CSU); Social Democratic Party (SPD); Free Democratic Party (FDP); Party of Democratic Socialism (PDS); Bundnis (Alliance) 90 (incl. Green)
Bundestag (federal assembly)	662 members elected for four years, proportional representation. Seats following ballot of 1990: CDU/CSU=319, SPD=239, FDP=79, PDS=17, Alliance 90=8
Bundesrat (federal council)	members of the Laender (state) governments or their delegates
Next elections	presidential, 1993, federal, 1994

Economic data*

Minister of finance	Theo Waigel (CSU), since 1989
Minister of economics	Juergen Moellemann (FDP), since 1991
GNP	\$1,955 billion
GNP per capita	\$24,600
GNP growth rate	4.2%
Unemployment rate	5%

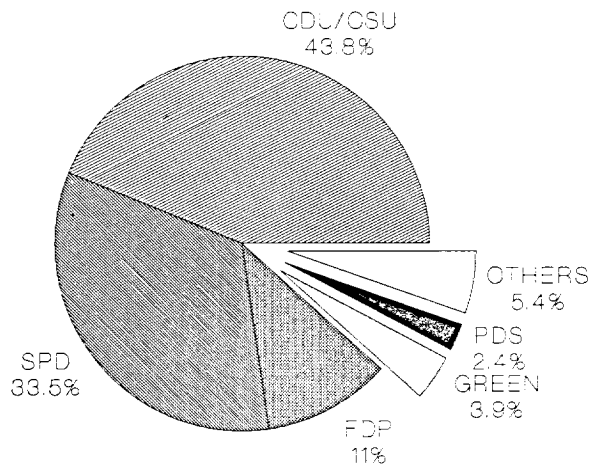
* 1990 F.R.G. figures unless otherwise specified. The former German Democratic Republic included as of October 3, 1990.
(Sources: F.R.G. Statistics Office (SBA), Bundesbank, Organization for Economic Co-operation and Development.)

Inflation rate	2.6%
Currency	Deutsche Mark (\$1 = DM 1.38)
Total national debt	\$723.4 billion or 37% of GNP
Budget deficit	3.5% of GNP
Imports	\$402.9 billion, of which \$3.3 billion is imported from Canada
Exports	\$478.9 billion, of which \$3.4 billion is exported to Canada
Canadian direct investment in F.R.G.	\$31.5 million (1989)
F.R.G. direct investment in Canada	\$509.7 million (1989)

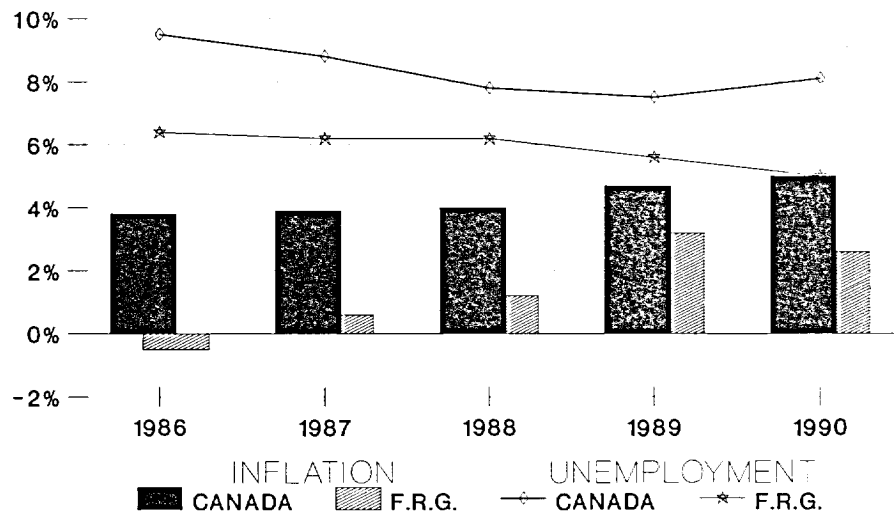
Canadian representation

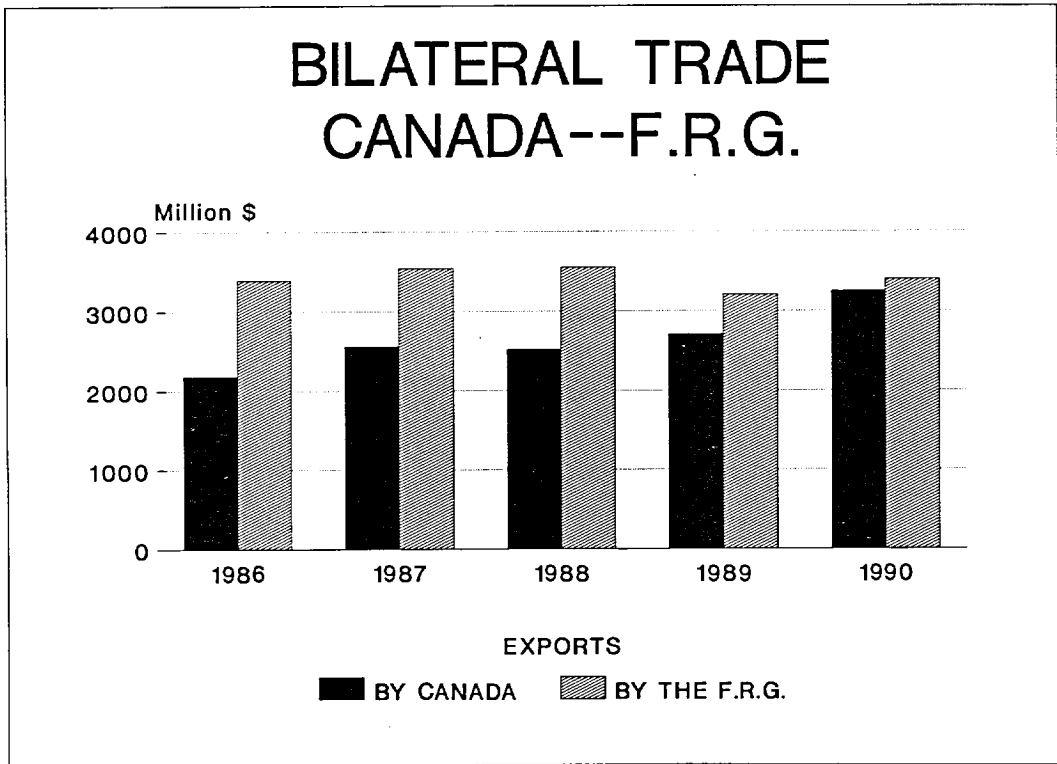
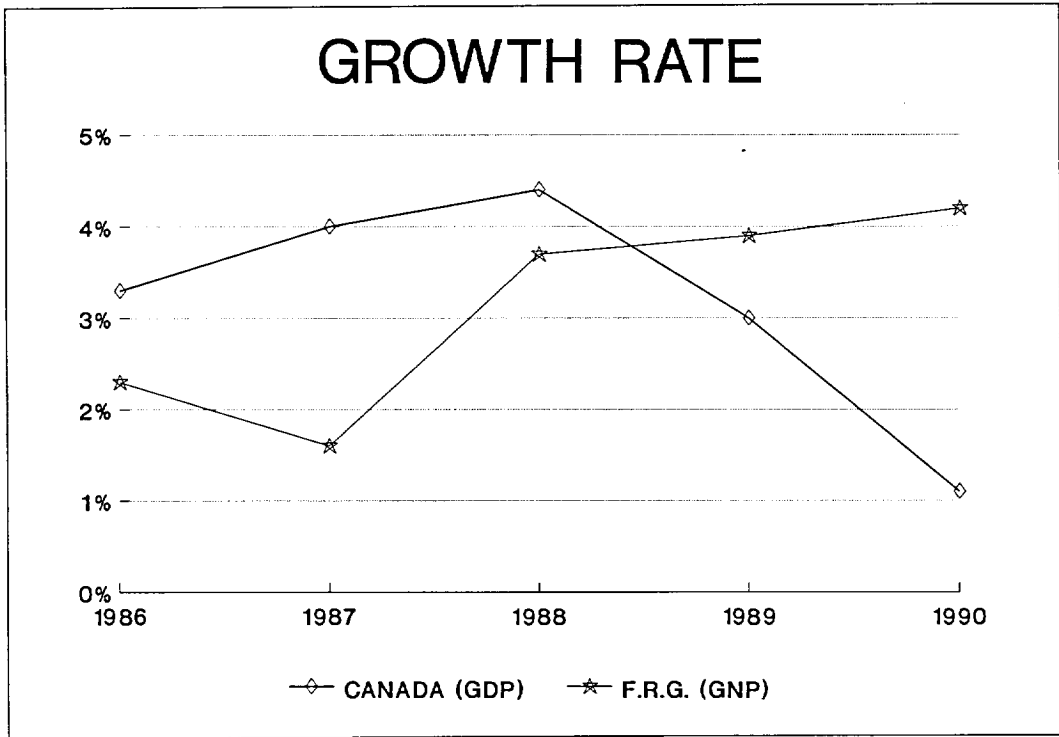
Bonn	Ambassador Thomas Delworth
Berlin	Consul General Franco Pillarella
Dusseldorf	Consul General Dennis Baker
Munich	Consul General George Blackstock

VOTE SHARE BALLOT OF 1990

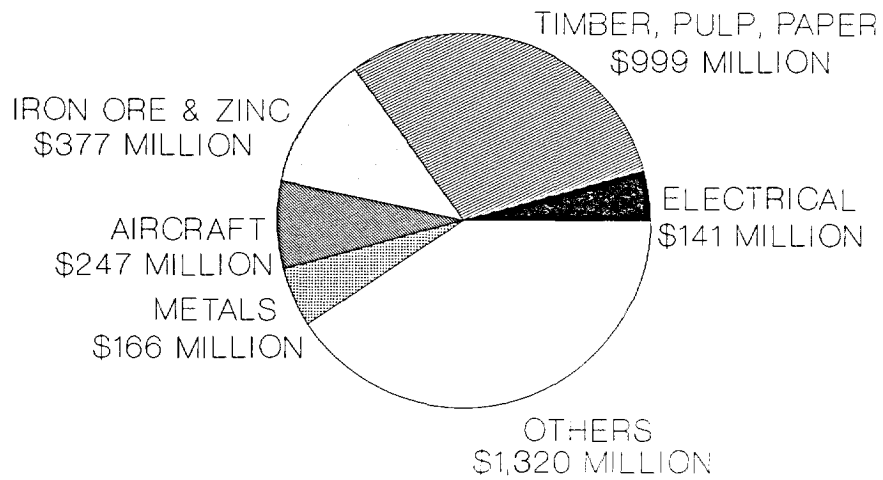


INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA--F.R.G.





CANADIAN EXPORTS TO THE F.R.G. IN 1990



GERMAN EXPORTS TO CANADA IN 1990

